



Déclaration liminaire SUD éducation Paris

CSA DU 21 janvier 2025

C'est un CSA assez inédit qui est réuni aujourd'hui pour discuter de la répartition des moyens pour la rentrée scolaire 2025 alors que, d'une part, le budget 2025 n'est pas encore voté mais que, d'autre part, les suppressions de divisions ou les fermetures de classes sont déjà connues localement, les structures des établissements ayant été données aux chefs d'établissements et les directrices et directeurs appelés lorsqu'une ou plusieurs classes de leur école fermait. Cette situation est symptomatique du traitement du dialogue social par l'académie et le ministère. Un peu plus de transparence envers les syndicats serait bienvenue pour nous permettre de travailler sereinement. Cela reflète aussi l'instabilité politique et la navigation à vue que subit l'éducation nationale depuis deux ans : là où on aurait besoin d'anticipation, de prospective et de concertation, nous n'avons jusqu'alors eu droit qu'à des grands chantiers annoncés sans réelle discussion préalable, à des décisions précipitées à la mise en oeuvre chaotique.

Pourtant, l'école est à un point de rupture : elle a besoin de moyens pour répondre aux grands enjeux de société, en particulier en matière de reconversion écologique et de prise en compte des besoins de l'ensemble des élèves. Dans ce contexte, il n'est plus possible de fonctionner en passant systématiquement en force et nous espérons que notre nouvelle ministre va rompre avec son mode de gouvernance qui l'avait conduit, dans d'autres fonctions, à imposer une réforme des retraites impopulaire, très largement combattue par les personnels de l'éducation et dont le refus s'est manifesté à plusieurs reprises dans les échecs électoraux du camp présidentiel.

L'école publique va mal et la politique éducative menée jusqu'à depuis 2017 est largement rejetée par les personnels qui revendiquent de véritables augmentations de salaires, la baisse du nombre d'élèves par classe, une refonte de la formation initiale et continue, une rénovation du bâti scolaire et des moyens pour l'école inclusive, comme est venue le rappeler la grève nationale des AESH de jeudi dernier.

Des AESH qui sont bien maltraités dans l'académie, en témoigne votre refus de payer la prime REP/REP+ depuis 2020, le nombre d'erreurs dans la gestion de leur paie et l'absence de réponses auxquelles-les ils et elles se confrontent lorsqu'ils tentent de vous joindre.

Nous sommes encore en janvier et c'est le premier CSA de l'année mais le cœur n'est pas à se souhaiter la bonne année du côté de la table où nous sommes, sauf à être dans une certaine ironie.

En effet, que dire d'une année qui commence avec des annonces qui vont conduire à plusieurs suppressions de classe et des dégradations des conditions d'enseignement et d'apprentissage?

Que dire d'une année qui commence par la remise à la rue de plusieurs dizaines de nos élèves qui étaient hébergé-es dans le cadre du dispositif lycéen ? Ciao Bye bye, tu as commencé une formation mais bon maintenant on t'envoie à 300 km d'ici c'est ça ou la rue, à prendre ou à laisser, la continuité scolaire ce n'est pas pour les gens comme toi ! SUD éducation Paris appelle le rectorat à mettre tout en œuvre pour que perdure ce dispositif et que les jeunes hébergé-es par ce dispositif puissent poursuivre leur scolarisation.

Que dire aux jeunes qui ont passé leurs tests CASNAV et leurs tests complémentaires CIO il y a plusieurs semaines et attendent toujours une affectation ? A celles et ceux qui parmi elles et eux ont moins de 16 ans on révèle que le rectorat de Paris ne respecte pas les lois sur l'obligation scolaire et que tout le monde ou presque s'en lave les mains car ce ne sont pas des enfants comme les autres ?

Que dire aux jeunes qui ont passé les tests CASNAV et attendent d'être affecté-es que des chef-fes d'établissement ne veulent pas les inscrire car en tant que mineur-es non accompagné-es par l'ASE ou par des associations partenaires, qu'ils et elles ne sont pas prioritaires car le lycée n'est pas en mesure de payer les titres de transport et la cantine ? Que des adultes responsables et fonctionnaires dans ce pays institutionnalisent les discriminations ? Que le rectorat bien qu'il ait fait des économies en amputant la MLDS d'une grande partie de son budget et qu'il se désinvestisse totalement du dispositif lycéen refuse d'abonder de manière adéquate les fonds sociaux du lycée et laisse donc des dizaines d'élèves sans cantine ni titres de transport ?

SUD éducation Paris soutient les personnels de Mayotte, dont la rentrée s'est faite hier dans des conditions très compliquées, après des semaines de mépris par les représentants de l'état. Nous leur souhaitons un plan de reconstruction écologiquement et socialement viable, le classement en éducation prioritaire des écoles et établissements scolaires de l'archipel, l'attribution de la prime à l'ensemble des personnels. Nos pensées vont aussi vers le l'ensemble des habitant·es de Mayotte.

Certes il y a quelques bonnes nouvelles comme la remise en question du SNU.... Mais c'est surtout une question de budget nous ne sommes pas dupes. Pour le reste le règne du nationalisme, du militarisme et des idéologies mortifères qui perpétuent inégalités et injustices sociales qui conduisent aux guerres et aux exclusions continuent. Beaucoup de citations qui ont trait au danger du fascisme et des totalitarismes en général parlent du bruit des bottes et du silence des pantoufles... Nous avons dans cette déclaration évoqué les situations dramatiques de plusieurs centaines de jeunes catégorisé-es MNA. Face aux réponses insatisfaisantes qui depuis des années nous sont fournies les concernant, nous ne pouvons nous empêcher d'avoir l'impression désagréable que dans cette salle 1071, derrière les excuses récurrentes du "On n'y peut rien", "Nous ne sommes pas responsables", "Ce n'est pas de notre ressort", ce qui se joue relève d'une certaine forme de banalité du mal. Car le mal peut être commis sans haine, il suffit d'une acceptation passive de règles et d'une routine bureaucratique.